

06 MARS 2025
SPORT MED SUMMIT.
LE RENDEZ-VOUS SPORT, BUSINESS & IMPACT EN MÉDITERRANÉE



2 RUE HENRI BARBUSSE,
13001 MARSEILLE

Proche-Orient P.20
Israël - Hamas :
un accord de
cessez-le-feu

Interview exclusive P.7
Rachida Dati promet
des millions pour le
patrimoine marseillais

Football P.22
OM : Benatia
injustement
lésé

Événement 16 acteurs du monde économique ont débattu hier à la rédaction

Leurs solutions pour le pays



Logement, santé, mobilité,
emploi... Ils sont tous venus
avec des idées concrètes
à proposer au gouvernement.
P.2 à 5 / PHOTO NICOLAS VALLAURI

Dernière page

François Cluzet : "Ce qui compte, c'est de se donner dans la vie!"

Après vingt ans d'absence sur les planches, le comédien revient au théâtre avec un seul en scène créé à Aix. L'occasion d'une belle rencontre avec six de nos lecteurs. / PHOTO CYRIL SOLLIER



Santé
Épidémie
de grippe :
Marseille a
du retard sur
les vaccins **P.9**

/ PHOTO ARCHIVES PHILIPPE DAUPHIN



Marseille
Squid game,
un jeu
dangereux
dans les
écoles? **P.6**

/ PHOTO NETFLIX - YOUNGKYU PARK

Centre-ville
Deux SDF
retrouvés
morts en
une seule
nuit **P.17**

Retraites, éducation : Bayrou fait deux concessions au PS

Le Premier ministre a promis hier de soumettre au Parlement un accord des partenaires sociaux sur les retraites, et a renoncé aux 4 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, demandait, pour ne pas voter la motion de censure qui sera examinée aujourd'hui, que le Parlement soit saisi, quelles que soient les conclusions du "conclave" des syndicats et du patronat prévu pour trois mois sur la question des retraites. Le Premier ministre a répondu en partie à cette demande lors des questions au gouvernement à l'Assemblée puis dans sa déclaration de politique générale au Sénat. Il a évoqué trois scénarios qui pourraient se produire à l'issue de cette "conférence sociale" destinée à revisiter la réforme contestée d'Élisabeth Borne.

"Le compte n'y est pas"

"Désaccord : on en reste au texte actuel. Accord complet : on fait un texte de loi. Accord partiel : on traduit l'accord partiel dans un texte d'amélioration de notre système de retraite. C'est la voie la plus franche, la plus transparente, la plus honnête qu'on pouvait trouver sur ces sujets-là", a-t-il détaillé. Mais il s'est heurté à une fin de non-recevoir. "Le compte n'y est pas", lui a rétorqué Patrick Kanner, chef de file des sénateurs PS : "Votre discours ne nous permet pas d'avoir une vision claire de l'équilibre général de votre budget." Et même "dans l'hypothèse où les conditions seraient réunies pour que nous ne censurions pas votre gouvernement, nous ne vous si-

gnons pas de chèque en blanc", a-t-il mis en garde. Le Premier ministre lui a répondu quelques instants plus tard en ajoutant un geste supplémentaire : renoncer aux 4 000 suppressions de postes prévues dans l'Éducation nationale par le gouvernement précédent.

"Sans totem ni tabou"

Les 66 députés PS se sont réunis hier pour arrêter leur position sur la motion de censure déposée par leurs alliés de gauche, LFI en tête, à laquelle se sont ralliés les communistes et les Écologistes. À la fin de la réunion, aucune décision n'avait pourtant été prise. "Les instances du Parti socialiste et du groupe à l'Assemblée se réuniront d'ici le débat de censure", a indiqué la direction du parti, hier soir. Si le PS choisissait de voter la censure cet après-midi, le gouvernement ne tomberait pas pour autant, car le Rassemblement national (RN) a décidé de ne pas s'y associer. Après des signaux contradictoires, la première réunion du "conclave" promis en présence du Premier ministre devrait avoir lieu demain matin. François Bayrou a balisé le chemin dans sa déclaration de politique générale : d'abord une "mission flash" de la Cour des comptes pour travailler sur "des chiffres indiscutables", puis un trimestre de négociation "sans aucun totem (ni) tabou" même sur les 64 ans, sous réserve de ne pas "dégrader l'équilibre financier" du système de retraites.



François Bayrou fera face à une motion de censure aujourd'hui. / PHOTO GILLES BADER

"Très flou"

"Ce que propose François Bayrou est une comédie" et "il y a une possibilité qu'il parte très vite", a dénoncé la cheffe des députés LFI, Mathilde Panot, appelant le PS, qui continue de négocier avec le gouvernement, à "revenir à la raison". Les sou-

tiens de l'exécutif ne brillent pas non plus par leur cohésion. L'homme fort des Républicains, Laurent Wauquiez, a estimé que le projet de Bayrou "reste très flou", en dépit de "bonnes intentions". Même au MoDem, pourtant le parti du Premier ministre, le chef des députés

“

Ce que propose François Bayrou est une comédie. „

MATHILDE PANOT, LFI

Marc Fesneau a reconnu sur France Inter que le discours du Premier ministre "peut donner le sentiment (d'être) trop dans des généralités". Mais, "l'important c'est d'essayer de trouver une méthode". Le tout sous la tutelle d'Emmanuel Macron et si possible en évitant les couacs, comme celui du ministre de l'Aménagement du territoire, François Rebsamen, assumant mardi soir de "respecter toutes les forces politiques sauf le RN". Une "insulte" aussitôt relevée par le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella.

En bref

Le taux du Livret A va baisser à 2,4% au 1^{er} février

Le ministère de l'Économie a suivi les préconisations de la Banque de France en entérinant hier une baisse du taux du Livret A à 2,4% au 1^{er} février, contre 3% actuellement. La baisse, inédite depuis début 2020 et par son ampleur depuis 2009, est logique puisque l'augmentation des prix a ralenti l'an dernier. La fixation du taux du Livret A, revue deux fois par an, est éminemment politique et a fait l'objet de fréquentes dérogations ces dernières années. Si la formule de calcul a été strictement appliquée pour le taux du Livret A, le Livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux ménages modestes, a bénéficié d'un "coup de pouce" : il descendra de 4% à 3,5% au lieu des 2,9% théoriquement prévus.

Un appel à ne pas répondre sur ses origines lors du recensement

Cinq syndicats et associations (LDH, CGT, FSU, Solidaires, MRAP) appellent les personnes recensées à ne pas répondre à la nouvelle question portant sur le lieu de naissance des parents, introduite à partir de cette année par l'Insee. "Aujourd'hui, c'est l'extrême droite qui veut faire lire la réalité du pays au travers d'une identité liée à une origine géographique. Non pas pour lutter contre les discriminations, mais pour faire croire à un 'grand remplacement', dénoncent ces organisations. "Que l'on nous dise quelle politique ne pourrait pas être menée sans ces chiffres ?", demande Jan Robert Suesser, de la LDH. Pour l'Insee, cette question permettra "de connaître la diversité des origines des personnes vivant en France et d'étudier la variété des situations selon l'origine, ainsi que les mobilités géographiques au fil des générations".

Plus d'un million d'usagers de cocaïne en France en 2023

1,1 million de personnes en ont consommé au moins une fois dans l'année en 2023 en France, selon une étude de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) publiée hier. Près de deux fois plus qu'en 2022. Plusieurs facteurs expliquent cette hausse. La production mondiale n'a jamais été aussi élevée en Colombie, en Bolivie et au Pérou - les trois principaux pays producteurs - avec 2 700 tonnes de cocaïne en 2022 contre 1 134 t en 2010. Autre facteur, "l'évolution des conditions de travail, avec des actifs qui l'utilisent pour 'tenir au travail'", souligne Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'OFDT. Il y a enfin la "diversification des formes de consommation, avec la diffusion du crack et la banalisation de l'image de la cocaïne". Si le prix du gramme de cocaïne est resté quasi-stable - 60 € en 2011, 66 € en 2023 - la teneur en cocaïne pure a explosé, passant de 73% en 2023 à 46% en 2011.

PROVENCE

Castaner recruté par Shein : l'ex-ministre se justifie, les syndicats s'insurgent

L'ex-ministre est revenu sur sa nouvelle fonction de conseiller auprès du géant chinois Shein, qui a selon lui compris qu'il devait "prendre des initiatives vertueuses". Depuis Marseille, où l'ouverture d'un pop-up avait créé autant de polémiques que d'engouement fin 2024, le monde de la mode ne décolère pas.

"Alors que le Premier ministre, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée, a affirmé le souhait de son gouvernement d'agir pour rétablir la puissance industrielle de notre pays face à la Chine, les prises de position d'une personnalité nommée par l'État au sein du conseil de surveillance du premier port français nous semblent pour le moins décalées au regard de la nocivité de Shein pour l'ensemble de la filière mode", tacle d'Émilie Jocelyn Meire, président du syndicat Mode in Sud. Une réaction qui intervient après les propos tenus



Une boutique éphémère de la marque Shein, géant de l'ultra "fast-fashion", a pris place au centre-ville de Marseille du 30 octobre au 3 novembre. / PHOTO PHILIPPE LAURENSEN

par l'ex-ministre Christophe Castaner dans la Tribune du dimanche, où il justifiait son choix d'intégrer le comité RSE de la marque de fast-fashion d'origine chinoise. Fin 2024, l'installation d'un pop-up éphémère à Marseille avait déjà créé autant de polémiques que d'engoue-

ment, et fait réagir les acteurs locaux de la mode.

"Un effet moralisateur qui m'exaspère"

Mais Christophe Castaner d'assurer : "Shein a compris qu'il lui incombe, en tant qu'acteur important, de prendre des ini-

tiatives vertueuses. L'homme s'insurge notamment du lien effectué avec sa présidence du conseil de surveillance du Grand Port maritime de Marseille-Fos. Exercice qu'il effectue bénévolement. Puis, selon l'ancien ministre, l'entreprise chinoise démocra-

tise la mode pour tous. "Nous sommes dans un paradoxe. Auparavant, il existait une TVA sur les produits de luxe. Là, nous sommes en train d'inventer une TVA sur des produits jugés trop populaires. Il y a un effet moralisateur dans tout cela qui m'exaspère."

"Concurrence déloyale"

C'était sans compter sur la réaction de Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, qui dénonce le terme "démocratiser". "C'est une contrevérité. En inondant le marché de vêtements à bas coûts produits dans des conditions opaques et expédiés à travers le monde sans considération pour leur empreinte écologique, Shein participe à la destruction des emplois et du savoir-faire textile, en particulier dans les territoires ruraux. Nos commerçants, notamment en régions, se retrouvent en concurrence déloyale face à une entreprise qui contourne les cadres sociaux, environnementaux et fiscaux établis pour protéger un marché équitable."

Rislène ACHOUR
rachour@laprovence.com

Castaner recruté par Shein : l'ex-ministre se justifie, les syndicats s'insurgent

L'ex-ministre est revenu sur sa nouvelle fonction de conseiller auprès du géant chinois Shein, qui a selon lui compris qu'il devait "prendre des initiatives vertueuses". Depuis Marseille, où l'ouverture d'un pop-up avait créé autant de polémiques que d'engouement fin 2024, le monde de la mode ne décolère pas.

"Alors que le Premier ministre, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée, a affirmé le souhait de son gouvernement d'agir pour rétablir la puissance industrielle de notre pays face à la Chine, les prises de position d'une personnalité nommée par l'État au sein du conseil de surveillance du premier port français nous semblent pour le moins décalées au regard de la nocivité de Shein pour l'ensemble de la filière mode", tacle d'emblée Jocelyn Meire, président du syndicat Mode in Sud. Une réaction qui intervient après les propos tenus



Une boutique éphémère de la marque Shein, géant de l'ultra "fast-fashion", a pris place au centre-ville de Marseille du 30 octobre au 3 novembre. / PHOTO PHILIPPE LAURENSON

par l'ex-ministre Christophe Castaner dans la Tribune du dimanche, où il justifiait son choix d'intégrer le comité RSE de la marque de fast-fashion d'origine chinoise. Fin 2024, l'installation d'un pop-up éphémère à Marseille avait déjà créé autant de polémiques que d'engoue-

ment, et fait réagir les acteurs locaux de la mode.

"Un effet moralisateur qui m'exaspère"

Mais Christophe Castaner d'assurer : "Shein a compris qu'il lui incombait, en tant qu'acteur important, de prendre des ini-

tiatives vertueuses. L'homme s'insurge notamment du lien effectué avec sa présidence du conseil de surveillance du Grand Port maritime de Marseille-Fos. Exercice qu'il effectue bénévolement.

Puis, selon l'ancien ministre, l'entreprise chinoise démocra-

tise la mode pour tous. "Nous sommes dans un paradoxe. Auparavant, il existait une TVA sur les produits de luxe. Là, nous sommes en train d'inventer une TVA sur des produits jugés trop populaires. Il y a un effet moralisateur dans tout cela qui m'exaspère."

"Concurrence déloyale"

C'était sans compter sur la réaction de Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, qui dénonce le terme "démocratiser". "C'est une contrevérité. En inondant le marché de vêtements à bas coûts produits dans des conditions opaques et expédiés à travers le monde sans considération pour leur empreinte écologique, Shein participe à la destruction des emplois et du savoir-faire textile, en particulier dans les territoires ruraux. Nos commerçants, notamment en régions, se retrouvent en concurrence déloyale face à une entreprise qui contourne les cadres sociaux, environnementaux et fiscaux établis pour protéger un marché équitable."

Rislène ACHOUR

rachour@laprovence.com